

Produit 1 lié au résultat 2	2.1 Les institutions démocratiques sont renforcées	<p>2.1.1 Assemblée nationale Nombre de lois initiées par les parlementaires promulguées</p> <p>2.1.2 Nb d'initiatives post-EPU menées par les Parlementaires</p> <p>2.1.3 CNDH : Nombre de collaborations avec le Parlement sur l'examen de lois du point de vue des DH</p> <p>2.1.4 CNDH : Plan de suivi des recommandations de l'EPU à jour et monitoring des avancements</p>	<p>2.1.1. 2023 : 2 lois initiées par les Parlementaires et 1 promulguée</p> <p>2.1.2 2023 : 1 initiative</p> <p>2.1.3 2024 : aucune</p> <p>2.1.4 2024 : aucun plan</p>	<p>2.1.1. 2027 : au moins 3 lois initiées et promulguées pendant la durée du projet</p> <p>2.1.2 2027 : au moins 1 initiative par an pendant la durée du projet</p> <p>2.1.3 2027 : au moins 6 pendant la durée du Projet</p> <p>2.1.4 2027 : Plan en place et données à jour</p>	<p>2.1.1 Rapport d'évaluation final du projet/rapports annuels de l'AN</p> <p>2.1.2 Rapport annuel CNDH</p> <p>2.1.3. Outil de monitoring</p>	Existence d'une volonté politique
Résultat 3	3. La gouvernance de la migration est renforcée	<p>3.1 Nombre de stratégies ou de politiques de gestion des migrations ou de déplacements forcés en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UE</p> <p>3.2 La coordination des actions migrations est opérationnelle, efficace et de qualité.</p>	<p>3.1 Aucune action issue du plan d'action n'est mise en place</p> <p>3.2 Aucune au démarrage</p>	<p>3.1 Deux actions issues du plan d'action sont mises en place</p> <p>3.2 Les réunions de coordination se tiennent mensuellement dès le démarrage du projet</p>	<p>3.1 Rapports du Ministère de l'Intérieur et du Bureau de Coordination pour les Migrations</p> <p>3.2 Minutes des réunions de coordination disponibles et partagées, une semaine après la tenue des réunions</p>	Existence d'une volonté politique